

**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS
Du BUREAU SYNDICAL du 10 FEVRIER 2026
DELIBERATION N° 2026-02-10/B-09**

OBJET : Autorisation au Président à signer la demande de mise à disposition de données communales auprès d'Enedis utilisée dans le cadre de la réalisation de note d'opportunités pour les projets photovoltaïque.

L'an deux mille vingt-six, le 10 du mois de février, les membres du Bureau Syndical du Territoire d'Energie GARD SMEG dûment convoqués le 27 janvier 2026, ses sont réunis à 09 heures 30 dans la salle de réunion « Roland CANAYER », sous la présidence de Monsieur Joseph BLANCHER, 1^{er} Vice-président du Syndicat, le Président du Syndicat étant empêché.

M. Christophe ZARAGOZA est élu Secrétaire de Séance.

| Délégués | Communes | P | E | A | Procuration |
|---------------------|---------------------|-----------|----------|----------|-------------|
| Aimé CAVAILLÉ | ALES | | X | | |
| Joseph BLANCHER | LES PLANS | X | | | |
| Annick CHOPARD | VAUVERT | X | | | |
| Lionel JEAN | CORCONNE | X | | | |
| Frédéric ESCOJIDO | NIMES | | X | | |
| François ABBOU | PEYROLLES | X | | | |
| Jean-Luc CHAPON | UZES | X | | | |
| Elian PETITJEAN | ST MICHEL D'EUZET | X | | | |
| Maxime COUSTON | BAGNOLS SUR CEZE | X | | | |
| Patrick DELEUZE | CHAMBORIGAUD | | x | | |
| Christophe ZARAGOZA | LEDENON | X | | | |
| Patrick DE GONZAGA | LA ROUVIERE | X | | | |
| Jean-Paul BOYER | SERVIERS LABAUME | X | | | |
| Pascal PEYRIERE | CHUSCLAN | X | | | |
| Jack VERRIEZ | MIALET | X | | | |
| Lucas FAIDHERBE | ST JULIEN DE LA NEF | | X | | |
| Frédéric FORTE | FOURNES | | X | | |
| Nathalie FABIE | ST SIFFRET | X | | | |
| Aline BASTIDA | GARONS | X | | | |
| Maurice BLACHAS | GENERAC | X | | | |
| Démisionnaire | ST PRIVAT DES VIEUX | | | | |
| Sébastien KUBANI | SOUSTELLE | X | | | |
| Gilles TRINQUIER | AIGREMONT | X | | | |
| Démisionnaire | ANDUZE | | | | |
| Gilles COLOMBIER | ROQUEMAURE | | X | | |
| Christian ANDRE | CAVEIRAC | X | | | |
| | | 18 | 6 | 0 | |

P = présent - E = Absents-excusesés - A = Absents - Procuration = Absents avec procuration

| | | |
|-------------------------------|---|-----------|
| Nombre de Membres en exercice | : | 24 |
| Nombre de Membres présents | : | 18 |
| Nombre de votes exprimés | : | 18 |

Le quorum étant atteint, le Bureau syndical peut valablement délibérer.

Dans le cadre de ses missions de gestionnaires du réseau public de distribution, Territoire d'Energie GARD SMEG souhaite obtenir les données de mesure des communes gardoises collectées par ENEDIS.

Autorisation au Président à signer la demande de mise à disposition de données communales auprès d'Enedis utilisée dans le cadre de la réalisation note d'opportunités pour les projets photovoltaïque – PAGE 2

Cette autorisation permettra d'obtenir notamment l'historique des consommations et les puissances maximales des compteurs.

Afin d'obtenir ces données qui seront utilisées dans le cadre de la réalisation de note d'opportunités pour les projets photovoltaïque, il convient de faire la demande auprès d'Enedis.

Le Bureau Syndical, après en avoir délibéré, et à l'unanimité, DECIDE :

- **D'AUTORISER** Monsieur Le Président ou son représentant à signer la demande d'autorisation via le formulaire en pièce jointe ;

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

**Le Président
Aimé CAVAILLE**




**Aimé CAVAILLÉ
Président du TE GARD - SMEG**

ANNEXE : Extrait de l'article D.111-55 du code de l'énergie - version en vigueur au 21/09/2023, consultable sur Légifrance

« V. - Les gestionnaires de réseau mettent les informations mentionnées à l'article D. 111-53, dont la transmission est prévue au I mais qui ne sont pas diffusées au public en application du calendrier de publication mentionné au III, à disposition des personnes publiques suivantes qui en font la demande :

1° Personnes publiques en charge de l'élaboration d'un schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, telles que définies à l'article [L. 4251-1](#) du code général des collectivités territoriales, d'un schéma d'aménagement régional telles que définies à l'article [L. 4433-7](#), d'un plan d'aménagement et de développement durable telles que définies à l'article [L. 4424-9](#) du code général des collectivités territoriales ou d'un schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie, telles que définies à l'article [L. 222-1](#) du code de l'environnement ;

2° Personnes publiques en charge de l'élaboration d'un plan climat-air-énergie territorial, telles que définies à l'article [L. 229-26](#) du code de l'environnement ;

3° Personnes publiques compétentes pour la distribution publique d'électricité, de gaz, de chaleur ou de froid, telles que définies aux articles [L. 2224-31](#) et [L. 2224-38](#) du code général des collectivités territoriales ;

4° Personnes publiques en charge du soutien aux actions de maîtrise de la demande en énergie, telles que définies à l'article [L. 2224-34](#) du code général des collectivités territoriales ;

5° Personnes publiques en charge de l'efficacité énergétique, telles que définies à l'article [L. 222-1](#) du code de l'environnement ;

6° Personnes publiques en charge d'un service public de la performance énergétique de l'habitat, tel que définies aux articles [L. 232-1](#) et [L. 232-2](#) du code de l'énergie ;

7° Personnes publiques en charge de la lutte contre la précarité ou d'actions sociales, telles que définies aux articles [L. 123-4](#) du code de l'action sociale et des familles, [L. 1111-9](#) du code général des collectivités territoriales et à l'article 2 de la loi n° [90-449](#) du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement, de l'attribution des aides au logement telles que définies à l'article [L. 301-5-1](#) du code de la construction et de l'habitation ou de l'aménagement ;

8° Personnes publiques en charge de l'exploitation d'installations telles que définies à l'article [L. 2224-32](#) du code général des collectivités territoriales ;

9° Etablissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de moins de 20 000 habitants compétents en matière d'urbanisme, tels que définis à l'article [L. 5214-16](#) du code général des collectivités territoriales ;

10° Personnes publiques compétentes en matière de plan local d'urbanisme, document en tenant lieu et carte communale, telles que définies à l'article 136 de la loi n° [2014-366](#) du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;







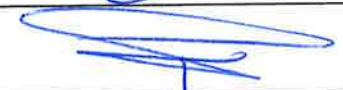

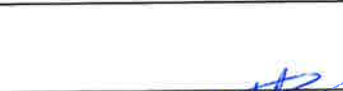











11° Personnes publiques en charge de l'élaboration d'un schéma de cohérence territoriale mentionné à l'article [L. 141-1](#) du code de l'urbanisme.

VI. - Ces personnes publiques justifient dans leur demande leur qualité de personne publique et précisent la compétence au titre de laquelle elles demandent les données en citant l'alinéa du V du présent article auquel elles se réfèrent. Ces données sont mises à disposition de ces personnes publiques dans un délai qui ne peut excéder deux mois à compter de la réception de la demande complète. Lorsque ces données n'ont pas encore été transmises au service statistique du ministère chargé de l'énergie, en application du deuxième alinéa du I, les gestionnaires de réseau regroupent ces données et les envoient chaque trimestre au service statistique du ministère chargé de l'énergie.



La diffusion de ces données au public par ces personnes publiques n'est pas soumise au calendrier de la première année de publication mentionné au III. **Toutefois ces données ne peuvent être diffusées au public qu'après, d'une part, un examen par la personne publique qui décide de cette diffusion de leur cohérence avec les dispositions du 4° du II de l'article D. 111-53 et de leur vraisemblance au regard du parc immobilier concerné et, d'autre part, à la condition, pour l'électricité, que les bâtiments correspondent à plus de 10 points de livraison.**

Ces personnes publiques peuvent, sous leur responsabilité, déléguer le recueil, le traitement, le contrôle et la diffusion de ces données à des tiers, notamment ceux exerçant des missions d'intérêt général sur la connaissance et l'élaboration des politiques publiques contribuant à la transition énergétique. Ces personnes publiques peuvent aussi demander aux gestionnaires de réseaux que ces informations soient directement mises à disposition de ces délégataires. »

BUREAU SYNDICAL, MARDI 10 FEVRIER 2026 à 09h30
NIMES

| NOM | FONCTION | SIGNATURE |
|---------------------|--|---|
| Aimé CAVAILLÉ | Président du TE GARD - SMEG | Excuse' |
| Joseph BLANCHER | Vice-Président du TE GARD - SMEG |  |
| Annick CHOPARD | Vice-Présidente du TE GARD - SMEG |  |
| Lionel JEAN | Vice-Président du TE GARD - SMEG |  |
| Frédéric ESCOJIDO | Vice-Président du TE GARD - SMEG |  |
| François ABBOU | Vice-Président du TE GARD - SMEG |  |
| Jean-Luc CHAPON | Vice-Président du TE GARD - SMEG |  |
| Elian PETITJEAN | Vice-Président du TE GARD - SMEG |  |
| Maxime COUSTON | Vice-Président du TE GARD - SMEG |  |
| Patrick DELEUZE | Vice-Président du TE GARD - SMEG |  |
| Christophe ZARAGOZA | Vice-Président du TE GARD - SMEG |  |
| Patrick DE GONZAGA | Vice-Président du TE GARD - SMEG |  |
| Jean-Paul BOYER | Vice-Président du TE GARD - SMEG |  |
| Pascal PEYRIERE | Vice-Président du TE GARD - SMEG |  |
| Jack VERRIEZ | Vice-Président du TE GARD - SMEG |  |
| Christian ANDRÉ | Membre du Bureau Syndical du TE GARD - SMEG |  |
| Aline BASTIDA | Membre du Bureau Syndical du TE GARD - SMEG |  |
| Maurice BLACHAS | Membre du Bureau Syndical du TE GARD - SMEG |  |
| Gilles COLOMBIER | Membre du Bureau Syndical du TE GARD - SMEG |  |
| Nathalie FABIÉ | Membre du Bureau Syndical du TE GARD - SMEG |  |
| Lucas FAIDHERBE | Membre du Bureau Syndical du TE GARD - SMEG |  |

BUREAU SYNDICAL, MARDI 10 FEVRIER 2026 à
NIMES

| NOM | FONCTION | SIGNATURE |
|------------------|--|---|
| Frédéric FORTÉ | Membre du Bureau Syndical du TE GARD - SMEG | |
| Sébastien KUBANI | Membre du Bureau Syndical du TE GARD - SMEG |  |
| Gilles TRINQUIER | Membre du Bureau Syndical du TE GARD - SMEG |  |